

CAPITAL PLANÈTE

FONDS COMMUN DE PLACEMENT (FCP) DE DROIT FRANCAIS

RAPPORT ANNUEL

Exercice clos le 30 septembre 2020

Myria Asset Management
GROUPE UFF

MYRIA ASSET MANAGEMENT

Siège social : 32 avenue d'Iéna 75116 PARIS
Société par Actions Simplifiée à Conseil de Surveillance au capital de 1 500 000 € - RCS Paris 804 047 421
Société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro GP-14000039

SOMMAIRE

Acteurs	3
Caractéristiques de votre FCP et Informations concernant les placements et la gestion...	4
Autres informations.....	10
Rapport d'activité.....	11
Rapport certifié du commissaire aux comptes	18
• Comptes annuels	
- Bilan Actif	
- Bilan Passif	
- Hors-Bilan	
- Compte de Résultat	
• Annexes aux comptes annuels	
- Règles et méthodes comptables	
- Evolution de l'actif net	
- Compléments d'information	
• Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels au 30 septembre 2020	

Acteurs

Société de gestion : MYRIA ASSET MANAGEMENT

Société par Actions Simplifiée à Conseil de surveillance au capital de 1 500 000 euros
Immatriculée au Régistre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 804 047 421
Société de gestion agréée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 14 octobre 2014 sous le numéro GP-14000039
Siège social : 32 Avenue d'Iéna 75116 Paris - France

Dépositaire : CACEIS Bank

Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 420 000 000 euros
Immatriculée au Régistre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 692 024 722
Établissement de crédit agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR)
Siège social : 1-3, place Valhubert 75013 Paris - France

Gestionnaire Comptable par délégation de la Société de gestion : CACEIS Fund Administration

Société Anonyme au capital de 5 800 000 euros
Immatriculée au Régistre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 420 929 481
Siège social : 1-3, place Valhubert 75013 Paris - France

Commissaire aux comptes : DELOITTE & ASSOCIÉS, représenté par Olivier GALIENNE

6, place de la Pyramide - 92908 PARIS LA DEFENSE - FRANCE

Caractéristiques de votre FCP et Informations concernant les placements et la gestion

FORME JURIDIQUE : Fonds Commun de Placement (FCP) de droit Français

CODE ISIN : FR0010921452

CLASSIFICATION : Actions internationales

AFFECTATION DES RÉSULTATS : Capitalisation

OBJECTIF DE GESTION

L'objectif de gestion du FCP vise à rechercher, sur la durée de placement recommandée, une performance en s'exposant à des thématiques durables au moyen d'une gestion active et d'une exposition à hauteur de 110% maximum aux marchés actions de toutes zones géographiques, dont les marchés des pays émergents. Le fonds investira tant sur les actions de sociétés liées aux technologies de l'eau (H2O) et du dioxyde de carbone (CO2), qu'aux énergies renouvelables, au vieillissement et toute autre thématique constituant un changement séculaire.

INDICATEUR DE RÉFÉRENCE

Le FCP est un OPCVM à gestion active dont la performance n'est pas liée à celle de l'indicateur de référence mais qui l'utilise comme élément d'appréciation a posteriori de sa gestion.

L'indicateur de référence auquel le porteur pourra comparer a posteriori la performance de son investissement est l'indice MSCI World, constitué des actions de grande capitalisation des pays développés, libellé en euro. Cet indice est calculé dividendes réinvestis et publié par la société MSCI Inc. Cet indice est administré par MSCI limited et est disponible sur le site : www.msci.com

STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT

La gestion est discrétionnaire quant à l'allocation d'actifs et la sélection des valeurs.

Le portefeuille sera exposé jusqu'à 110% aux marchés d'actions de toutes zones géographiques, dont les marchés des pays émergents. L'exposition du portefeuille sera réalisée indifféremment par investissement direct, par l'intermédiaire d'OPC et/ou par des instruments dérivés ou intégrant des dérivés.

Dans le cadre de la gestion, une stratégie de couverture du risque de change pourra être mise en œuvre. L'exposition du FCP au risque de change pourra être égale à 100% maximum de l'actif net.

La gestion pourra également investir dans les OPC promus et gérés par la société de gestion.

Le portefeuille sera structuré en fonction du processus de gestion suivant :

- Allocation d'actifs stratégique : les gérants identifient les tendances séculaires d'avenir, incluant les thématiques de l'eau, du CO2, du vieillissement de la population, de la technologie, de la convergence entre les pays émergents et développés, ... et conçoivent une allocation stratégique sur ces différentes thématiques. Parmi les activités liées à ces thématiques, on trouve : la distribution d'eau, les technologies de l'eau, la protection de l'environnement, le traitement des déchets, les énergies renouvelables, le luxe, la santé (laboratoires, sociétés de bio technologie, les équipements médicaux), l'exploitation de maisons de retraite, la sécurité, la digitalisation de l'économie. Les gérants déterminent ensuite l'univers « investissable » en retenant soit des OPCVM investis sur ces thèmes soit des sociétés dont au moins 50% du chiffre d'affaires, de

l'excédent brut d'exploitation ou de la valeur d'entreprise sont liés aux thèmes d'investissements stratégiques.

- Allocation d'actifs tactique : les gérants adaptent l'exposition aux différentes thématiques en fonction du scénario de marché qui prévaut au moment de la revue du portefeuille, soit en effectuant des arbitrages entre les valeurs ou les OPCVM en portefeuille, soit en utilisant des IFT simples.
- Construction du portefeuille : les poids associés aux OPCVM ou aux titres en portefeuille sont ajustés en fonction du scénario de marché et respectivement des cycles économiques pour les OPCVM et de critères de qualité tels que les compétences du management, la solidité de la franchise d'affaire ou l'attractivité des titres.

En outre, la gestion se réserve la possibilité d'intervenir de manière dynamique au moyen d'instruments dérivés ou intégrant des dérivés sur les marchés actions et devises, notamment dans le but de piloter l'exposition du portefeuille à ces marchés et/ou dans le but de couvrir le portefeuille des risques sur les actions et sur les devises.

Dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, le FCP pourra avoir recours à des instruments du marché monétaire, à des OPC « monétaire » et/ou « monétaire court terme », à des emprunts d'espèces et détenir des liquidités dans la limite des besoins liés à la gestion des flux de trésorerie.

PROFIL DE RISQUE DU FCP

Votre argent sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier par délégation. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas des marchés financiers. L'attention des souscripteurs est attirée sur les risques spécifiques de certains instruments auxquels le FCP peut être exposé, dont le profil de risque peut être élevé.

Au travers des investissements du FCP, les risques principaux pour le porteur sont les suivants :

➤ **Risque de perte en capital**

Le FCP ne bénéficie d'aucune garantie ni protection. Il se peut donc que le capital initialement investi ne soit pas intégralement restitué.

➤ **Risque lié à la gestion discrétionnaire**

Le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des marchés. Il existe un risque que le FCP ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

➤ **Risque sectoriel**

Il est rappelé que l'univers d'investissement du FCP est assis sur une thématique environnementale (H2O et CO2), le fonds étant de ce fait exposé sur des valeurs représentatives de cet univers. En cas de conjoncture défavorable dans les secteurs concernés, la valeur liquidative du fonds pourra baisser.

➤ **Risque actions**

Si les actions ou les indices auxquels le portefeuille du FCP est exposé baissent, la valeur liquidative baissera.

En raison des mouvements rapides et irréguliers des marchés actions, à la hausse comme à la baisse, le FCP pourra réaliser une performance éloignée de la performance moyenne qui pourrait être constatée sur une période plus longue.

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le FCP peut investir jusqu'à 100% en valeurs de petites capitalisations. Le cours ou l'évaluation de ces titres peut donner lieu à des écarts importants à la hausse comme à la baisse.

➤ **Risque pays émergents et non OCDE**

Le portefeuille peut investir jusqu'à 50% en titres sur les marchés des pays émergents. Les investisseurs potentiels sont avisés que l'investissement dans ces pays peut amplifier les risques de marché et de crédit. Les mouvements de marché à la hausse comme à la baisse peuvent être plus forts et plus rapides sur ces marchés que sur les grandes places internationales. En outre, l'investissement dans ces marchés implique un risque de restrictions imposées aux investissements étrangers, un risque de contrepartie ainsi qu'un risque de manque de liquidité de certaines lignes du FCP.

Les conditions de fonctionnement et de surveillance de ces marchés peuvent s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales. La situation politique et économique de ces pays peut affecter la valeur des investissements.

➤ **Risque de change**

Étant donné que le FCP investit dans des titres libellés dans des devises autres que l'euro, le porteur sera exposé à une baisse de la valeur liquidative en cas de variation des taux de change.

➤ **Risque de taux**

En cas de hausse des taux (si la sensibilité est positive) ou de baisse des taux (si la sensibilité est négative), la valeur des investissements en titres de créance baissera ainsi que la valeur liquidative. Ce risque, qui reste accessoire, est mesuré par la sensibilité qui traduit la répercussion qu'une variation de 1% des taux d'intérêt peut avoir sur la valeur liquidative de l'OPCVM. A titre d'exemple, pour un OPCVM ayant une sensibilité de +1, une hausse de 1% des taux d'intérêt entraînera une baisse de 1% de la valeur liquidative de l'OPCVM. La sensibilité du FCP est comprise entre 0 et +1.

➤ **Risque de contrepartie**

Le porteur est exposé de manière accessoire à la défaillance d'une contrepartie ou à son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles dans le cadre d'une opération de gré à gré, ce qui pourrait entraîner une baisse de la valeur liquidative.

GARANTIE OU PROTECTION

Le FCP ne fait l'objet d'aucune garantie ou protection.

COMPOSITION DE L'ACTIF

➤ **Les actifs hors dérivés intégrés**

Actions et titres donnant accès au capital

Le portefeuille sera exposé jusqu'à 110% de son actif aux marchés d'actions à travers des investissements en actions et titres donnant accès au capital (certificats d'investissement et de droit de vote ou bons de souscription...).

Les valeurs détenues par le FCP relèveront de toutes capitalisations. L'exposition aux valeurs issues de petites capitalisations pourra être de 100% de l'actif net du portefeuille. L'exposition minimale aux marchés actions est de 60%.

Les valeurs détenues par le FCP seront libellées en toutes devises. L'exposition du FCP aux marchés des pays émergents est limitée à 50% maximum de l'actif net du portefeuille.

Titres de créance et instruments du marché monétaire

Le portefeuille pourra également être exposé aux marchés de taux. L'exposition du portefeuille sera réalisée indifféremment par investissement direct en instruments du marché monétaire et/ou par l'intermédiaire d'OPC monétaires. Les émetteurs sélectionnés relèveront indifféremment du secteur public ou du secteur privé.

Ces titres seront notamment des titres de créance négociables, tels que des certificats de dépôt, des titres d'états ou encore des billets de trésorerie. Ils pourront être libellés en toutes devises.

Actions et parts d'OPC

- OPCVM de droit français
- OPCVM de droit européens
- Fonds de fonds
- FIA (Fonds d'Investissement Alternatifs) de droit français
- FIA (Fonds d'investissement Alternatifs) de droit étrangers

Le portefeuille pourra être investi jusqu'à 110% de l'actif en parts ou actions d'OPCVM ou fonds d'investissement à vocation générale de droit français ou OPCVM européens, à l'exclusion des fonds de fonds et des OPC nourriciers.

➤ **Les instruments dérivés**

Nature des marchés d'intervention

- réglementés
- organisés
- de gré à gré

Risques sur lesquels le Fonds désire intervenir

- action
- taux
- change
- crédit
- autres risques

Nature des interventions, l'ensemble des opérations devant être limité à la réalisation de l'objectif de gestion

- couverture
- exposition
- arbitrage
- autre nature

Nature des instruments utilisés

- futures
- options
- swaps
- change à terme
- dérivés de crédit
- autre nature

Stratégie d'utilisation des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion

- couverture générale du portefeuille, de certains risques, titres, etc...,
- reconstitution d'une exposition synthétique à des actifs, à des risques,
- arbitrage
- autre

Le risque global de l'OPCVM est calculé selon la méthode du calcul de l'engagement tel qu'exprimé à la section « Risque Global » ci-après.

Ces opérations sont traitées avec de grandes contreparties françaises ou internationales, tels que des établissements de crédit ou des banques et font l'objet d'échanges de garanties financières en

espèces. Les garanties financières en espèces reçues par l'OPCVM pourront être réinvesties via des OPC, qui appartiendront notamment à la classe « monétaire court terme ».

➤ **Les instruments intégrant des dérivés**

Le portefeuille pourra comprendre des obligations convertibles, obligations échangeables, obligations avec bons de souscription, obligations remboursables en actions, ainsi que des droits et des warrants. Ces instruments seront négociés sur des marchés réglementés, organisés ou de gré à gré.

De manière générale, le recours aux instruments intégrant des dérivés permet notamment :

- d'exposer le portefeuille aux marchés actions,
- de couvrir le portefeuille des risques sur les actions et /ou sur les devises, ainsi que d'intervenir rapidement, notamment en cas de mouvements de flux importants liés aux souscriptions rachats et/ou à d'éventuelles fluctuations subites des marchés.

➤ **Les dépôts**

Le FCP ne fait pas de dépôts mais peut détenir des liquidités à titre accessoire, dans la limite des besoins liés à la gestion des flux de trésorerie.

➤ **Les emprunts d'espèces**

Le FCP peut avoir recours à des emprunts d'espèces via un compte ouvert auprès du dépositaire du FCP, dans la limite de 10% de l'actif net. Ces emprunts sont principalement effectués dans le but d'optimiser la gestion de trésorerie et de gérer les modalités de paiement différé des mouvements d'actif et de passif.

➤ **Les acquisitions et cessions temporaires de titres**

Le FCP n'a pas recours à ce type d'opérations.

CHANGEMENTS INTERVENUS

Néant.

CHANGEMENTS ENVISAGÉS

Néant.

POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

Préambule :

Conformément aux Directives UCITS V et AIFM, MYRIA ASSET MANAGEMENT a mis en place une politique de rémunération applicable aux collaborateurs dont les fonctions sont susceptibles d'influencer le profil de risque de la Société de Gestion ou des OPCVM et FIA gérés.

Le présent document est établi dans le prolongement de cette politique et vise à détailler les éléments quantitatifs et qualitatifs relatifs aux rémunérations versées au titre de l'exercice comptable 2019.

Éléments qualitatifs :

Conformément à la politique de rémunération de la Société de Gestion, la décision d'attribution des rémunérations est prise collégalement par le Conseil de Surveillance de MYRIA ASSET MANAGEMENT et présentée au comité des nominations et rémunérations du groupe UFF.

Le montant de ces rémunérations est apprécié sur la base des critères qualitatifs tels que déterminés dans la politique de rémunération (exemples : évaluation qualitative des résultats et performances individuels, appréciation du respect des procédures et de l'environnement de contrôle et de conformité...).

S'agissant des rémunérations variables, elles prennent exclusivement la forme de primes exceptionnelles ayant la nature de traitements et salaires. Compte tenu des montants déterminés au

titre de l'exercice 2019, aucun versement en parts d'OPCVM ou de FIA ni report de versement n'ont été mis en œuvre.

Le Conseil de Surveillance procède annuellement à une revue indépendante de la politique de rémunération et veille à son respect par la Société de Gestion et à sa conformité à la réglementation.

Éléments quantitatifs :

Le personnel concerné ainsi que les rémunérations afférentes sont détaillés ci-dessous :

Effectif total sur l'année 2019 : 12, dont 6 preneurs de risque.

Rémunération brute totale versée au titre de l'année 2019 : 746 milliers d'euros, ventilée de la façon suivante :

1. en fonction des catégories de personnel :

- 502 milliers d'euros versés aux preneurs de risque,
- 243 milliers d'euros versés aux autres collaborateurs,

2. en fonction de la nature de la rémunération : (Toutes typologies de collaborateurs confondues)

- 668 milliers d'euros de rémunérations fixes,
- 77 milliers d'euros de rémunérations variables versées à 6 bénéficiaires.

Autres informations

Les commissions de mouvement sont perçues par la société de gestion. Des frais forfaitaires sont prélevés sur chaque transaction par le conservateur.

EXERCICE DU DROIT DE VOTE AUX ASSEMBLÉES POUR LES TITRES DÉTENUS EN PORTEFEUILLE

L'exercice du droit de vote pour les titres détenus dans le portefeuille est effectué en toute indépendance dans l'intérêt exclusif des porteurs de parts. Le gérant financier exerce au fil de l'eau les droits de vote attachés aux titres détenus en portefeuille selon sa propre politique d'exercice.

LA SÉLECTION ET L'ÉVALUATION DES INTERMÉDIAIRES ET CONTREPARTIES

Conformément au Règlement Général de l'AMF, la société de gestion a mis en place une « Politique de Meilleure Sélection / Meilleure exécution » des intermédiaires et contreparties, tenue à disposition des investisseurs sur le site internet de la société de gestion www.myria-am.com. L'objectif de cette politique est de sélectionner, selon différents critères prédéfinis, les négociateurs et les intermédiaires dont la politique d'exécution permettra d'assurer le meilleur résultat possible lors de l'exécution des ordres.

RISQUE GLOBAL

La méthode de calcul du risque global de l'OPCVM sur les instruments financiers à terme est celle du calcul de l'engagement telle que définie à l'article 411-73 et suivants du Règlement Général de l'AMF. Le niveau maximal d'exposition de l'OPCVM aux marchés pourra être porté jusqu'à 200% de l'actif net.

CRITÈRES ESG

Les informations sur les critères environnementaux, sociaux, et de qualité de gouvernance dans la politique d'investissement de cet OPCVM sont disponibles sur le site Internet de la société de gestion : www.myria-am.com.

POLITIQUE DE DISTRIBUTION

Seules les parts D donnent droit à distribution du résultat net affecté à cette nature de parts, les autres parts émises par l'OPC sont des parts de capitalisation du résultat net.

RÈGLES D'INVESTISSEMENT

Le fonds respecte les règles d'investissement et les ratios réglementaires définis par le Code Monétaire et Financier et par le Règlement Général de l'AMF.

RÈGLEMENT SFTR

Au cours de l'exercice, le Fonds maître s'est conformé aux règles telles que définies dans le règlement SFTR pour le ré emploi des sommes reçues en collatéral des opérations de cessions temporaires.

Rapport d'activité

LE RAPPORT DE GESTION DE MYRIA AM. **OCTOBRE 2019 - SEPTEMBRE 2020**

OCTOBRE 2019

Comme l'an passé à pareille époque, nous pouvions redouter que le mois d'octobre soit propice à des prises de bénéfices sur les marchés financiers. Il n'en a finalement rien été et nous avons pu assister à un nouveau mois de hausse sur l'ensemble des marchés actions.

Pourtant, la croissance mondiale ralentit et ce dans toutes les parties du monde. Ainsi, les derniers chiffres publiés dans certains pays de la Zone euro ne sont pas bons. Outre-Atlantique, là encore, la croissance commence à faiblir, et même si l'on reste autour du potentiel pour l'année 2019, les prévisions pour l'année prochaine sont moins euphoriques. La croissance économique des Etats-Unis pourrait même passer sous son potentiel, du fait des tensions commerciales toujours très vives avec la Chine.

Néanmoins, les marchés ont été soutenus par l'action des banquiers centraux qui régissent de main de maître les anticipations des investisseurs. La dernière réunion de la Réserve fédérale américaine a donné lieu à un changement de discours de l'Institution. En effet, Jerome Powell, après avoir baissé une troisième fois son taux directeur cette année (entre 1.50% et 1.75%) a déclaré que ce niveau était probablement adéquat compte tenu de l'état de l'économie américaine et mondiale. En Europe, Mario Draghi a tiré sa révérence et a passé le flambeau à Christine Lagarde, non sans avoir au préalable remis au goût du jour des nouvelles mesures d'assouplissement quantitatif.

Dans ce contexte, la construction du portefeuille a très légèrement évolué, le cash ayant été investi dans une nouvelle thématique de santé digitale, gérée par Crédit Suisse. L'allocation du portefeuille flirte ainsi avec les 100% actions, réparties sur diverses tendances séculaires.

NOVEMBRE 2019

D'un point de vue purement macroéconomique, les derniers chiffres publiés dans certains pays de la Zone euro ne sont pas bons, notamment en Allemagne. D'ailleurs, la croissance 2020 est pour le moment prévue aux alentours de 1% tandis que l'inflation anticipée par les marchés sur la zone euro ne dépasse pas 0.9% par an d'ici à 10 ans. En conséquence, le régime de taux d'intérêt négatif devrait perdurer et la BCE pourrait encore baisser le niveau de son taux de dépôt qui est à -0.50% aujourd'hui. De plus, l'assouplissement quantitatif à nouveau en vigueur depuis le 1^{er} novembre, qui concerne les emprunts d'état et le crédit de catégorie investissement, constitue un très fort soutien aux obligations. Par ricochet, c'est l'ensemble du spectre de crédit qui devrait bénéficier de l'action de la BCE.

Du point de vue des actions, cet environnement reste plutôt mauvais pour les banques (qui néanmoins ont pu apprécier la mise en place d'un mécanisme de compensation partiel du taux négatif sur les dépôts), mais toujours très favorable aux actifs risqués. Ainsi, à l'instar du mois de novembre où l'ensemble des marchés actions mondiaux s'affichent en forte hausse, nous pensons que ceux-ci resteront favorablement orientés d'ici au début de l'année 2020. En revanche, compte tenu de la campagne présidentielle américaine qui s'annonce, il faudra rester vigilant sur l'impact que les tweets sur le commerce mondial et les sondages pourront avoir non seulement sur les actions en général, mais sur certains compartiments de la cote.

Dans ce contexte, ni l'allocation ni la construction du portefeuille n'ont été modifiées.

DECEMBRE 2019

Le mois de décembre finit en beauté l'année 2019 qui aura été historique à plus d'un titre et sur des axes aussi différents que politiques, financiers ou économiques.

Politiquement, on aura rarement autant parlé de taxes et de protectionnisme. En effet, 2019 aura évolué en fonction de la relation complexe et conflictuelle des dirigeants des deux premières puissances mondiales. Mais 2019 aura été également l'année du Brexit avec des rebondissements spectaculaires et des départs fracassants de figures politiques britanniques. Plus proche de nous, l'année 2019 aura également marqué le monde par l'omniprésence du thème de l'écologie et de la préservation de la Planète dans l'actualité.

Sur le plan financier, l'avènement des taux négatifs sur toutes les maturités constitue une novation incompréhensible pour de nombreux investisseurs. Et Outre-Atlantique, la Réserve fédérale américaine a de nouveau baissé par trois fois son taux directeur, signe qu'il est désormais difficile de tabler sur une normalisation des taux dans les pays occidentaux, tant le ratio dettes sur PIB est élevé.

Sur le front économique, la combinaison de la guerre commerciale sino-américaine et de l'écologie aura failli, par ricochet, précipiter l'Allemagne dans la récession. A contrario, alors que les marchés tablaient sur une entrée en récession des Etats-Unis dès le début de l'année 2019, la première puissance du monde affiche une santé insolente de son économie.

En conclusion, 2019 aura été une année boursière exceptionnelle avec des progressions proches de 30% des indices actions et une contribution fortement positive de la duration obligataire.

Dans ce contexte, deux nouveaux fonds ont été investis sans que l'allocation s'en trouve réellement modifiée.

JANVIER 2020

Le mois de janvier 2020 a été pour le moins atypique. Alors qu'une nouvelle fois, les actifs risqués avaient pris le chemin de la hausse, avec des démarrages en fanfare des actions américaines, émergentes et européennes jusqu'au 20 janvier, l'épidémie de Coronavirus a tout fait basculer. En effet, alors que les célébrations du Nouvel An chinois auraient dû débiter, la psychose engendrée par l'épidémie du virus coronarien dans la région de Wuhan, placée relativement rapidement en quarantaine, s'est abattue sur les marchés financiers et la plupart des gains des trois premières semaines se sont évaporés. A contrario, les taux d'intérêts qui avaient mal démarré l'année et avaient retrouvé un rendement positif notamment en France (les prix des obligations baissent quand les taux montent) ont plongé très rapidement dans les limbes, signe de la nervosité croissante des opérateurs. Seule bonne nouvelle dans cet univers anxigène, la défaite cuisante du parti de Matteo Salvini, la Lega, en Emilie Romagne, qui a conduit les taux italiens à 10 ans à se détendre de 50 points de base et à s'établir sous les 1% de rendement. Sans surprise, le Dollar américain, le Yen japonais et le Franc suisse ont joué également leur rôle de valeur refuge, l'Euro atteignant un point bas de près de trois ans face à ces trois devises. Enfin, le mois s'est terminé par la sortie historique du Royaume-Uni de l'Union européenne, cette fois-ci sans susciter ni intérêt ni volatilité particulière.

Dans ce contexte, ni l'allocation ni la construction du portefeuille n'ont véritablement varié, mais les fonds Constance Be World et Polar Capital Global Technology ont été renforcés en ce début d'année.

FEVRIER 2020

Le mois de février a commencé avec le fantasme d'une épidémie de Coronavirus confinée à la Chine qui a transcendé les marchés financiers, alors que l'économie est mondialisée et que les déplacements sont de plus en plus courants. Ainsi, pendant les trois premières semaines de février, les actifs risqués ont continué de voler de record en record.

Ce n'est que lorsque l'Italie a déclaré avoir elle aussi établi que l'épidémie de Covid-19 avait atteint plusieurs de ses régions que les médias sont passés d'une communication « épidémie locale » à celle « d'une pandémie mondiale », faisant chaque jour le décompte des nouveaux cas déclarés de Coronavirus dans le monde. Sans aucun recul et avec en tête l'épisode de grippe espagnole qui avait décimé particulièrement l'Europe au début du siècle dernier, les marchés financiers ont subi sur la semaine du 23 février des dégagements d'une rare intensité depuis 2008. En une semaine, les marchés devaient ainsi passer d'une douce euphorie à une terrible dépression, comme si ce virus allait tout emporter sur son passage. Au 29 février, les marchés financiers tentaient toujours de donner un prix au risque que constitue une pandémie de Covid19. Ainsi, les marchés actions affichent sur le mois une baisse moyenne de l'ordre de 8% tandis que les emprunts d'état américain de duration longue s'envolent de plus de 6.5% sur le mois, validant une nouvelle fois leur statut de valeur refuge.

Dans ce contexte très troublé, ni l'allocation ni la construction n'ont véritablement varié.

MARS 2020

Amplifiant la prise de conscience du mois de février, le mois de mars a été celui d'un krach boursier mondial, qui a touché toutes les classes d'actifs. Tout d'abord, les actions se sont effondrées de 15% à 20% en moyenne, en passant tout près des -30% en plein milieu de mois, sous l'effet du confinement de près de la moitié de l'humanité. Plus que jamais, c'est l'impossibilité actuelle d'évaluer les dégâts économiques que va causer le virus du Covid-19 qui entraîne les actions dans une spirale descendante. Ainsi, lors de la troisième semaine du mois de mars, on a vu plus de 3 millions de travailleurs américains s'inscrire au chômage, alors que les entreprises tournent au ralenti. Néanmoins, la réévaluation du risque s'est faite de manière encore plus violente sur les classes d'actifs moins liquides que les grandes capitalisations boursières. Ainsi, les petites et moyennes valeurs ont dévissé de près de 25%, mais ce sont surtout les obligations qui se sont pris de plein fouet le stress de liquidité. En effet, suite à la conférence de presse complètement ratée de la Présidente de la BCE le 12 mars, qui a provoqué un jeudi noir historique sur les marchés européens, les différentiels de rendement entre les pays tels que l'Espagne, le Portugal et surtout l'Italie se sont envolés par rapport à celui des emprunts d'états allemand. En conséquence, les écarts de taux se sont également massivement tendus sur tout le spectre du crédit, passant du simple au double en moins d'un mois, et faisant des ravages parmi les émetteurs des pays émergents. Aussi, l'institution de Francfort a été contrainte de rapidement sortir le bazooka monétaire, en promettant un plan de 750 milliards d'euros afin de faire revenir le calme sur les marchés. De son côté, la Réserve fédérale américaine a ramené son taux directeur à 0% en urgence trois jours avant sa réunion de politique monétaire prévue le 18 mars afin d'atténuer la crise financière en cours. Sans surprise, c'est une nouvelle fois les emprunts d'états américains qui ont fait office de valeur refuge, les maturités longues progressant de plus de 8%.

Dans ce contexte, le fonds a été largement revu pour tenir compte du nouvel environnement de marché. Ainsi, les secteurs les moins en prise avec la crise sanitaire ont été renforcés, comme la technologie ou la santé, au détriment des secteurs de l'environnement et des plus petites capitalisations boursières.

AVRIL 2020

Le mois d'avril a permis aux marchés de reprendre leur souffle, stimulés par les annonces des plans de soutien et de relance économique distillés à la fois par les banquiers centraux et les gouvernements pour contrer la crise sanitaire due à la pandémie du nouveau Coronavirus. Ainsi, de la Banque centrale européenne à la Réserve fédérale américaine en passant par la Banque du Japon ou la Banque d'Angleterre, chacun des gouverneurs à la manœuvre a rivalisé d'imagination pour offrir le plus gros package monétaire destiné à sauver les marchés financiers de l'effondrement. Et cet afflux d'argent frais a permis de huiler les rouages financiers et notamment de fixer un prix aux actifs évalués selon des modèles mathématiques ou offrant une liquidité contrainte voire inexistante. Du côté des Etats, la réponse a, une fois n'est pas coutume, semblé coordonnée, et les plans de chômage partiel en Europe et de relances économiques de part et d'autre de l'Atlantique ont paru correctement dimensionnés pour dégripper des économies à l'arrêt du fait d'un confinement qui aura duré en moyenne plus de deux mois dans les pays les plus touchés par le Covid-19. Il faut dire que la réponse mise en œuvre par les gouvernements est sans commune mesure avec ce qui avait été déployé pour lutter contre la crise financière de 2008. Ainsi, malgré des décomptes macabres et quotidiens qui auront vu le nombre de morts dépasser les 200 000 à la fin du mois d'avril 2020, dont près de la moitié en Europe et 30 % aux Etats-Unis, les principaux marchés d'actions ont retrouvé le chemin de la hausse et parfois de manière spectaculaire. Si les actions européennes ou japonaises, toutes capitalisations confondues, effacent moins de la moitié de la baisse enregistrée en mars, les actions américaines de grandes capitalisations, elles, retracent pratiquement l'intégralité de leur chute du mois précédent. Mieux encore, le Nasdaq 100, très largement pondéré en valeurs technologiques, affiche à la fin du mois une performance largement positive depuis le début de l'année, à plus de 3%. Enfin, au cours du mois, les emprunts d'Etats européens ont bénéficié de taux en baisse, tout comme ceux émis par le Trésor américain.

Dans ce contexte, le cash qui avait été accumulé au début du mois a été redéployé dans le fonds, et une nouvelle stratégie a été investie. Ainsi, un fonds d'actions asiatiques de croissance a fait son entrée dans le portefeuille. En complément, les petites valeurs européennes, et les actions mondiales typées

croissance ont été renforcées, avec pour ambition de tirer parti des secteurs les plus favorisés par le changement de régime économique occasionné par la crise sanitaire en cours.

MAI 2020

Alors qu'il est traditionnellement redoutable, tant l'adage « sell in may and go away » est ancré dans la tête des investisseurs, le mois de mai a vu le rebond des actifs risqués se poursuivre. Pourtant, le mois n'avait pas bien commencé, notamment en Europe. Comme à l'accoutumée, les membres de l'Union européenne, incapables de se mettre d'accord sans psychodrames préalables, distillaient des informations contradictoires sur les moyens à employer pour soutenir les économies les plus touchées sur le vieux continent par la crise sanitaire du Covid-19. Mais, par un Deus Ex Machina digne des meilleures pièces de Molière, le suspense hitchcockien a pris fin le 18 mai lorsqu'Angela Merkel et Emmanuel Macron sont arrivés main dans la main pour détailler leur Initiative commune pour la relance européenne. Les deux Dirigeants ont en effet posé les fondations d'un Fonds de relance financé par des emprunts réalisés par la Commission européenne au nom de l'UE, ce qui constitue une première en termes de solidarité entre les Etats, les régions et les secteurs économiques dans l'Union.

Par ailleurs, en Europe et dans le monde, l'évocation d'un recul de l'épidémie et d'une réouverture en plusieurs temps de la plupart des économies touchées par la pandémie ont également permis aux marchés de repartir à la hausse, les opérateurs pariant sur un retour de la croissance plus rapide qu'anticipé, grâce notamment aux extraordinaires plans de soutien monétaires et budgétaires préalablement décidés.

Conséquences de ces décisions politiques saluées unanimement sur la planète, tous les marchés actions finissent le mois dans le vert, tout comme les marchés obligataires risqués. Ainsi, le crédit catégorie investissement affiche une performance positive depuis le début de l'année et le haut rendement a refait plus de la moitié du chemin perdu lors du premier trimestre. Sur le front des devises, le retour en grâce de l'euro face au dollar, tout proche de son niveau de début d'année, peut également s'interpréter comme une baisse de l'aversion au risque.

Enfin, on notera que, dans ce contexte très favorable aux actifs risqués, les emprunts d'Etats des pays développés affichent tout de même des performances solides, signe que les investisseurs ont probablement encore besoin de contrebalancer les risques pris dans leurs portefeuilles.

Compte tenu de l'environnement du mois de mai, ni l'allocation ni la construction du portefeuille n'ont évolué.

JUIN 2020

Le temps du déconfinement total est venu ! Le mois de juin a été placé sous le symbole de la réouverture totale des économies, alors même que subsistent des foyers de contamination inquiétants de par le monde. En effet, alors que l'épicentre de l'épidémie s'est déplacé sur le continent américain où elle continue de faire des ravages aux Etats-Unis et au Brésil notamment, et que le nombre total de morts se monte à plus de 500 000, les marchés financiers ont choisi de se focaliser sur la force de la reprise future, anticipée comme étant vigoureuse.

Pourtant, de nombreux plans sociaux ont été annoncés : 15 000 suppressions de postes, dont 5 000 en France chez Renault et chez Airbus, et plus de 7500 emplois chez Air France. Pour autant, le secteur aéronautique, cloué au sol depuis plus de trois mois, est sauvé de la faillite par les Etats en Europe, avec de gigantesques plans d'aide pour Alitalia, Lufthansa et Air France.

Ainsi, pour le troisième mois consécutif, tous les marchés actions sont en hausse, mais avec des différences marquées entre les zones géographiques. Une fois n'est pas coutume, ce sont les marchés émergents et européens qui ont le plus profité du déconfinement, les opérateurs considérant que le plus dur était probablement derrière nous. A contrario, le Footsie pâtit de la gestion hasardeuse de l'épidémie au Royaume Uni, et ainsi que des négociations sur le Brexit avec l'Union Européenne, qui ont l'air d'être très en retard sur le planning prévisionnel. L'indice boursier outre-manche ne parvient donc pas à se redresser et s'affiche loin derrière ceux du vieux continent, exception faite de l'Italie, d'autant que la livre sterling reste affaiblie par rapport à l'Euro.

Enfin, dans ce contexte toujours très favorable aux actifs risqués, les emprunts d'Etats des pays développés, mais également le crédit aussi bien de catégorie investissement qu'à haut rendement, affichent encore des performances attractives, profitant de l'océan de liquidités offert par les principaux banquiers centraux.

Au cours du mois, les actions européennes ont été renforcées via les fonds Amilton Premium Europe et Groupama Avenir Euro sur les petites et moyennes valeurs. Sur le front des actions internationales, la position sur Constance Be World a également été augmentée et la thématique des métaux précieux, qui permet d'équilibrer un peu plus les risques du portefeuille, a été intégrée.

JUILLET 2020

Les mesures de confinement continuent d'être progressivement levées dans la plupart des économies développées, ce qui reste un soutien fort pour l'activité économique et les marchés financiers. Sur le plan épidémiologique, les marchés ont déjà intégré un scénario positif (l'éloignement du pic du virus, possibilité d'une deuxième vague plus faible que la première, découverte rapide d'un traitement ou d'un vaccin). Néanmoins, la recrudescence des cas de Covid-19 dans certains pays développés laisse planer un doute sur la vigueur de la reprise économique, même si en dehors des Etats-Unis cette remontée reste faible à l'échelle des pays.

Outre l'actualité concernant la pandémie, le mois de juillet aura été marqué par l'accord historique des pays membres de l'UE sur un plan de relance à l'échelle européenne. Au terme de négociations marathon les 27 pays membres se sont mis d'accord sur un plan de relance de 750 milliards d'euros (5% du PIB de l'UE) qui sera financé par une levée de dette de la Commission européenne sur les marchés (notée AAA). Cet accord vient compléter le 1^{er} plan de 540 milliards d'euros (validé en avril) et les différentes mesures prises par les pays au niveau national. A noter, un pas décisif vers plus de solidarité européenne vu que la moitié du plan (390 milliards d'euros) sera versée sous forme de subventions aux pays les plus touchés par la crise (les principaux bénéficiaires seront l'Italie et l'Espagne) et remboursés par les 27 pays membres. Il s'agit d'une première avancée vers une mutualisation de la dette et davantage d'intégration budgétaire en Europe. C'est donc un soutien inédit, rapide et d'ampleur par rapport à ce qui a pu être effectué lors des crises précédentes.

Cette nouvelle a engendré un sentiment particulièrement positif sur l'UE de la part des investisseurs étrangers, saluant à la fois la gestion de la crise sanitaire et une réponse budgétaire forte ; d'autant qu'aux Etats-Unis, Démocrates et Républicains tardent à s'accorder sur un nouveau plan de relance pour les entreprises et les ménages frappés par les conséquences économiques de la pandémie. Ce sentiment positif s'est traduit sur les marchés par une forte hausse de l'euro sur le mois (+5% vs dollar et +3% vs Yen).

Du côté des marchés, les actions ont marqué une pause en zone euro (-1,5% pour l'Eurostoxx 50) et au Japon (-2,5% pour le Nikkei 225) tandis que le marché américain continue sa progression (+5,5% pour le S&P 500) et retrouve ses niveaux de fin février. L'explication de cette surperformance se trouve en partie du côté de la pondération des technologiques dans les indices américains et de l'engouement des investisseurs qui ne faiblit pas pour ces sociétés, renforcé par des résultats en forte croissance sur le second trimestre 2020.

Du côté des marchés du crédit, les obligations IG€ et HY€ progressent de 1,5% sur le mois. Le taux des emprunts d'Etats allemands et américains sont en légère baisse.

AOÛT 2020

Le mois d'août 2020 a été très constructif sur les marchés actions, qui ont amplifié le rebond démarré en avril dernier, et qui avaient quelque peu calé en juillet. C'est notamment le cas pour les marchés d'actions américains, S&P 500 et Nasdaq, qui ont pulvérisé leurs records précédents. En effet, la Covid 19 a permis aux valeurs technologiques les plus importantes de la cote de tirer leur épingle du jeu, et d'afficher des résultats sans précédent. Dans le même temps, le changement de stratégie monétaire de la Fed - qui a annoncé un ciblage d'inflation flexible - a constitué également un fort soutien pour les actifs risqués. En effet, en visant désormais une inflation supérieure à 2%, la Banque centrale a implicitement accentué son biais ultra-accommodant entraînant un nouveau recul du billet vert pour le quatrième mois consécutif face à un panier de devises.

En Asie, les valeurs japonaises ont progressé de presque 7%, ignorant la démission pour raison de santé de l'emblématique Premier Ministre Abe, et préférant anticiper une continuité politique avec l'avènement probable de son actuel bras droit, Yoshihide Suga.

En Europe, l'avance des marchés aura été de moindre ampleur, continuant d'osciller dans des bornes de trading assez étroites. Les effets de la pandémie apparaissent négligeables : si le nombre de cas dépistés atteint des niveaux record, le nombre de malades nécessitant d'aller en réanimation reste marginal, tout comme le taux de mortalité. D'un autre côté, les inquiétudes augmentent quant aux perspectives économiques de cette fin d'année, entre des négociations finales sur le Brexit particulièrement difficiles, une rentrée sociale menacée par des vagues de licenciements et une issue encore incertaine des élections américaines de novembre, et peuvent susciter des prises de bénéfices sur les marchés financiers.

Enfin, sur le front obligataire, le crédit de catégorie investissement et à haut rendement ont eu des comportements disparates selon les émetteurs, et les emprunts d'États ont pâti de prises de bénéfices, es taux d'intérêt remontant d'une dizaine de points de base.

SEPTEMBRE 2020

La rentrée a été difficile en ce mois de septembre, avec la résurgence de la Covid dans de nombreux pays et les actions de reconfinement partiel ou total, comme en Israël notamment. Parallèlement à cela, la campagne des présidentielles américaines s'intensifie et augmente l'incertitude pour ces prochaines semaines, avec le risque non négligeable d'un scrutin serré début novembre pouvant conduire le camp de Trump à refuser leur défaite éventuelle.

Ces deux événements ont touché l'ensemble de la cote, tant les valeurs cycliques (en première ligne en cas de reconfinement) que les valeurs de croissance américaines (prises de bénéfices des investisseurs en cas de victoire démocrate aux élections américaines augurant d'une taxation sur les profits supérieure).

De surcroît, les invectives entre les européens et les britanniques au sujet de l'interminable Brexit n'ont pas vraiment rassuré les opérateurs, tant les positions des uns et des autres semblent provisoirement irréconciliables.

Du côté des Banques centrales, la Fed, par la voix de son Président Jerome Powell, a fait état de ses craintes sur l'économie américaine, ce qui a provoqué une hausse de la volatilité implicite sur les marchés financiers. En Europe, Christine Lagarde, la présidente de la BCE, a quant à elle réitéré la pertinence de sa politique extrêmement accommodante.

En conséquence, l'Eurostoxx 50 corrige de plus de 2%, surperformant le S&P 500 en dollar, qui régresse de 3.8%, tandis que le dollar reprend des couleurs face à l'euro en progressant de près de 2%, du fait de son statut de devise refuge.

Sur le front obligataire, les obligations gouvernementales et le crédit de catégorie investissement ont profité de cet environnement peu propice à la prise de risque, tandis que les emprunts à haut rendement ont été chahutés, pénalisés par l'écartement des primes de risques des émetteurs les moins bien notés.

Performances :

Sur l'exercice arrêté au 30 septembre 2020, le fonds a réalisé une performance de 10,81% sur 12 mois, contre 2,64% pour son indice de référence.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps.

La crise sanitaire liée à la pandémie de Covid 19, n'a eu aucun impact opérationnel sur la gestion et sur la valorisation des fonds. Myria AM dispose de procédures « Risque de liquidité », « Risque de contrepartie », « Risque de marché » ; les risques liés à l'activité sont maîtrisés et aucun incident n'a été relevé.

Compte tenu de l'épidémie de la Covid-19 qui a sévit toute l'année 2020, le portefeuille a été géré selon l'objectif de gestion défini dans le prospectus. Ainsi, si des adaptations ont pu être réalisées au cours de l'année, elles ont consisté à réduire les marges de manœuvre autorisées pour se rapprocher de l'indice de comparaison du fonds. La gestion a donc pris en compte en temps réel les diverses annonces des gouvernements, des banquiers centraux et des sociétés pharmaceutiques pour tirer parti au mieux des informations disponibles et adapter en conséquence le niveau de risque.

Rapport certifié du commissaire aux comptes

CAPITAL PLANETE

Fonds Commun de Placement

Société de Gestion :
MYRIA AM

32, avenue d'Iena
75116 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2020

CAPITAL PLANETE

Fonds Commun de Placement

Société de Gestion :
MYRIA AM

32, avenue d'Iena
75116 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2020

Aux porteurs de parts du FCP CAPITAL PLANETE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif CAPITAL PLANETE constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP) relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été établis par la société de gestion sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FCP, à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion sur les comptes annuels

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 octobre 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille et sur la présentation d'ensemble des comptes, au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du FCP à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FCP ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé

d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre FCP.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du FCP à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 22 January 2021

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés

Oliver GAFFINE



CAPITAL PLANETE

COMPTES ANNUELS
30/09/2020

BILAN ACTIF AU 30/09/2020 EN EUR

	30/09/2020	30/09/2019
IMMOBILISATIONS NETTES	0,00	0,00
DÉPÔTS	0,00	0,00
INSTRUMENTS FINANCIERS	75 409 428,08	55 245 996,75
Actions et valeurs assimilées	0,00	0,00
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00
Négoiciés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances négociables	0,00	0,00
Autres titres de créances	0,00	0,00
Non négoiciés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Organismes de placement collectif	75 409 428,08	55 245 996,75
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	75 409 428,08	55 245 996,75
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE	0,00	0,00
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés	0,00	0,00
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés	0,00	0,00
Autres organismes non européens	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Créances représentatives de titres reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres prêtés	0,00	0,00
Titres empruntés	0,00	0,00
Titres donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	0,00	0,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
Autres instruments financiers	0,00	0,00
CRÉANCES	7 644,34	5 589,21
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	7 644,34	5 589,21
COMPTES FINANCIERS	2 024 365,08	564 500,60
Liquidités	2 024 365,08	564 500,60
TOTAL DE L'ACTIF	77 441 437,50	55 816 086,56

BILAN PASSIF AU 30/09/2020 EN EUR

	30/09/2020	30/09/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	75 455 563,07	57 398 405,38
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	0,00	0,00
Report à nouveau (a)	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	1 075 209,82	-1 049 540,06
Résultat de l'exercice (a,b)	-665 461,80	-587 091,57
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	75 865 311,09	55 761 773,75
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	0,00	0,00
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres donnés en pension	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres empruntés	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instrument financiers à terme	0,00	0,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
DETTES	55 240,19	42 351,26
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	55 240,19	42 351,26
COMPTES FINANCIERS	1 520 886,22	11 961,55
Concours bancaires courants	1 520 886,22	11 961,55
Emprunts	0,00	0,00
TOTAL DU PASSIF	77 441 437,50	55 816 086,56

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

HORS-BILAN AU 30/09/2020 EN EUR

	30/09/2020	30/09/2019
OPÉRATIONS DE COUVERTURE	0,00	0,00
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	0,00
Engagement sur marché de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements	0,00	0,00
AUTRES OPÉRATIONS	0,00	0,00
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	0,00
Engagement sur marché de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements	0,00	0,00

COMPTE DE RÉSULTAT AU 30/09/2020 EN EUR

	30/09/2020	30/09/2019
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	98,72	0,00
Produits sur actions et valeurs assimilées	0,00	0,00
Produits sur obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Produits sur titres de créances	0,00	0,00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Produits sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
TOTAL (1)	98,72	0,00
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Charges sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Charges sur dettes financières	37 399,95	121 385,00
Autres charges financières	0,00	0,00
TOTAL (2)	37 399,95	121 385,00
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	-37 301,23	-121 385,00
Autres produits (3)	0,00	0,00
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	561 727,30	428 059,27
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	-599 028,53	-549 444,27
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	-66 433,27	-37 647,30
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)	0,00	0,00
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	-665 461,80	-587 091,57

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Information sur les incidences liées à la crise du COVID-19

Les comptes ont été établis par la société de gestion sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;

- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0010921452 - CAPITAL PLANETE : Taux de frais maximum de 0,90% TTC

La rétrocession de frais de gestion à percevoir est prise en compte à chaque valeur liquidative. Le montant provisionné est égal à la quote-part de rétrocession acquise sur la période concernée.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts. Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	Affectation du résultat net	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Parts CAPITAL PLANETE	Capitalisation	Capitalisation

2. ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 30/09/2020 EN EUR

	30/09/2020	30/09/2019
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	55 761 773,75	45 303 760,32
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)	16 094 850,50	10 066 903,30
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-3 916 891,71	-1 891 335,10
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	2 029 043,61	278 482,47
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-519 862,48	-1 255 137,25
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-434 700,00	0,00
Frais de transactions	-4 489,59	-936,26
Différences de change	-1 897 202,88	1 103 065,18
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	9 351 818,42	2 706 415,36
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>17 651 892,90</i>	<i>8 300 074,48</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>-8 300 074,48</i>	<i>-5 593 659,12</i>
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	0,00	0,00
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-599 028,53	-549 444,27
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	0,00	0,00
Autres éléments	0,00	0,00
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	75 865 311,09	55 761 773,75

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	0,00	0,00
TITRES DE CRÉANCES		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES	0,00	0,00
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS	0,00	0,00
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	0,00	0,00
AUTRES OPÉRATIONS		
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	0,00	0,00

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 024 365,08	2,67
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 520 886,22	2,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	2 024 365,08	2,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	1 520 886,22	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN										
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2 JPY		Devise 3		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPC	36 485 997,69	48,09	3 437 519,68	4,53	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	1 520 642,40	2,00	243,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	30/09/2020
CRÉANCES		
	Rétrocession de frais de gestion	7 644,34
TOTAL DES CRÉANCES		7 644,34
DETTES		
	Frais de gestion fixe	55 240,19
TOTAL DES DETTES		55 240,19
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		-47 595,85

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Parts souscrites durant l'exercice	104 010,0000	16 094 850,50
Parts rachetées durant l'exercice	-23 840,0000	-3 916 891,71
Solde net des souscriptions/rachats	80 170,0000	12 177 958,79
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	431 957,6781	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00

3.7. FRAIS DE GESTION

	30/09/2020
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	569 547,01
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,90
Frais de gestion variables	0,00
Rétrocessions des frais de gestion	7 819,71

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant

3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	30/09/2020
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	30/09/2020
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	0,00

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	30/09/2020
Actions			0,00
Obligations			0,00
TCN			0,00
OPC			5 308 818,00
	FR0013300217	MYRIA+RIVER 31 Global Opportunities I	1 322 688,00
	FR0013028339	MYRIA CONCEPT ACTIONS EUROE	3 986 130,00
Instruments financiers à terme			0,00
Total des titres du groupe			5 308 818,00

3.10. TABLEAU D'AFFECTION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	30/09/2020	30/09/2019
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	0,00	0,00
Résultat	-665 461,80	-587 091,57
Total	-665 461,80	-587 091,57

	30/09/2020	30/09/2019
Parts CAPITAL PLANETE		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	-665 461,80	-587 091,57
Total	-665 461,80	-587 091,57

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	30/09/2020	30/09/2019
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice	1 075 209,82	-1 049 540,06
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	0,00	0,00
Total	1 075 209,82	-1 049 540,06

	30/09/2020	30/09/2019
Parts CAPITAL PLANETE		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	1 075 209,82	-1 049 540,06
Total	1 075 209,82	-1 049 540,06

3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	30/09/2016	29/09/2017	28/09/2018	30/09/2019	30/09/2020
Actif net en EUR	23 459 738,21	33 769 169,88	45 303 760,32	55 761 773,75	75 865 311,09
Nombre de titres	180 025,6781	231 685,6781	295 722,6781	351 787,6781	431 957,6781
Valeur liquidative unitaire	130,31	145,75	153,19	158,50	175,63
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-4,82	4,16	2,48	-2,98	2,48
Capitalisation unitaire sur résultat	-0,68	-1,07	-1,30	-1,66	-1,54

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
FRANCE				
AMILTON PREMIUM EUROPE I	EUR	160	2 822 033,60	3,72
AMPLEGEST PRICING POWER.IC FCP	EUR	13 000	3 481 920,00	4,58
CONSTANCE BE WORLD-I	EUR	55	3 036 411,95	4,00
DELUBAC PRICING POWER I	EUR	80	1 149 645,60	1,52
ECHIQUELIER AGENOR MID CAP EUROPE I	EUR	1 000	3 089 340,00	4,08
MYRIA+RIVER 31 Global Opportunities I	EUR	1 600	1 322 688,00	1,74
MYRIA CONCEPT ACTIONS EUROE	EUR	4 600	3 986 130,00	5,26
TOTAL FRANCE			18 888 169,15	24,90
IRLANDE				
Brown Advisory US Sustainable Growth Fund USD Class B Acc Sh	USD	255 000	3 437 055,64	4,53
Polar Capital Funds PLC - Global Technology Fund	EUR	60 000	3 907 800,00	5,15
POLEN CAPITAL FOCUS US GROWTH-USD IN	USD	100 000	3 011 622,46	3,97
SEILERN INTL STRYX AMERICA UI USD	USD	17 000	5 271 020,48	6,95
SEILERN INTL STRYX WORLD GROWTH-UI-USD	USD	10 300	3 677 813,44	4,85
SPARX JAPAN B JPY	JPY	21 000	3 437 519,68	4,53
TOTAL IRLANDE			22 742 831,70	29,98
LUXEMBOURG				
2XIDEAS UCITS GLOBAL MID CAP LIBRARY FUND S USD ACC	USD	13 000	1 545 344,63	2,04
AMUNDI S&P GLOBAL LUXURY UCITS ETF EUR C	EUR	21 700	3 009 286,56	3,97
AWF F ROBO IC EUR C	EUR	20 000	3 621 400,00	4,77
BAKERSTEEL GLOBAL FUNDS PRECIOUS METAL D CAP	EUR	5 000	1 828 900,00	2,41
COM SELECT.WPS SELECT GROWTH I C	USD	350	3 109 777,34	4,09
CS Invm Fds 2 - Credit Suisse (Lux) Edutainment Equity Fund	USD	2 500	2 712 844,31	3,58
CS Invm Fds 2 - Credit Suisse (Lux) Global Digital Health Eq	USD	4 400	3 854 743,92	5,08
MORGAN STANLEY INVESTMENT FUNDS ASIA OPPORTUNITY Z	USD	50 000	2 998 850,53	3,95
NATIX - THEMATICS SAFETY -IA USD	USD	14 000	2 060 215,42	2,72
NN (L) HEALTH CARE - I CAP USD	USD	1 000	2 511 592,66	3,31
PICTET DIGITAL IEUR	EUR	6 000	2 778 480,00	3,66
SYNCHRONY LU SWISS ALL CAPS CHF I EUR CAP	EUR	12 500	1 451 875,00	1,91
T ROWE PR-GLOBAL TECH EQY-Q	USD	90 000	2 295 116,86	3,03
TOTAL LUXEMBOURG			33 778 427,23	44,52
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			75 409 428,08	99,40
TOTAL Organismes de placement collectif			75 409 428,08	99,40
Créances			7 644,34	0,01
Dettes			-55 240,19	-0,07
Comptes financiers			503 478,86	0,66
Actif net			75 865 311,09	100,00

Parts CAPITAL PLANETE	EUR	431 957,6781	175,63
------------------------------	------------	---------------------	---------------